

## L'IDÉAL SOCIALISTE

On m'a conté qu'un des premiers propagandistes du marxisme en Angleterre — il s'appelait Hyndman — avait un soir proposé à quelques amis, socialistes comme lui, et, comme lui, d'origine « bourgeoise », ce petit jeu de société : retrouver et décrire le fait initial, la première secousse du sentiment ou de l'esprit qui les avait orientés vers le socialisme. Quand on dépouilla les réponses, on s'aperçut que, pour chacun des amis d'Hyndman, l'événement moteur, celui qui avait déclenché l'observation critique et la réflexion constructive, puis, par un progrès plus ou moins lent, la conviction finale, était d'ordre différent : c'était, pour les uns, la considération soudaine d'une injustice ou d'une misère par trop unique, pour les autres quelque formule brusquement évocatrice d'écrivain ou de poète, pour d'autres la méditation sur quelque texte sacré, tantôt le spectacle des choses, tantôt l'influence persuasive d'un homme...

Je puis retrouver, moi aussi, dans mes souvenirs, l'impression première qui me dirigea vers l'idée socialiste, ou plutôt qui commença de créer chez moi la disposition de pensée latente et diffuse à laquelle, quelques années plus tard, les deux hommes qui furent mes maîtres, Lucien Herr et Jean Jaurès, devaient fournir une forme précise. Je me revois, à quatorze ans, dans la sombre bibliothèque du Lycée Charlemagne, dont un proviseur bienveillant nous ouvrait l'accès pendant la récréation de quatre heures. Et soudain, dans un livre ouvert au hasard, quelques phrases me frappent,

font en moi trait de lumière. Ce livre, imprudemment laissé entre les mains d'un adolescent, c'était tout bonnement... le *Théâtre* d'Émile Augier, et les phrases révélatrices n'étaient autres que quelques répliques de Giboyer au troisième acte des *Effrontés*. Dans un esprit de gratitude bien naturelle, je me plais à les citer encore aujourd'hui.

GIBOYER. — Le peuple français ressemble à ce monsieur qui avait eu huit rhumes de cerveau en un mois et qui les avait tous guéris, excepté le premier. Achevez la Révolution de 89, et vous n'en aurez plus à redouter.

LE MARQUIS D'AUBERIVE. — Achever 89? — Ça n'est donc pas fini?

GIBOYER. — Ce n'est que le commencement, le travail de démolition... on a fait table rase des abus; il reste à reconstruire une société, c'est-à-dire à organiser la résistance contre la force des choses en créant une aristocratie en dehors de l'argent.

LE MARQUIS. — Mais sur quoi la fonderiez-vous dans ce pays démocratique?

GIBOYER. — Sur le principe même de la démocratie, sur le mérite personnel.

Et comme le banquier Charrier survient sur ces entrefaites et déclare, avec une calme assurance, que le vœu de Giboyer est réalisé dans la société présente, comme le directeur de journal Vernouillet ajoute, à l'appui de Charrier, que la fortune, étant le résultat du travail, fournit l'étalon le plus exactement approximatif du mérite, Giboyer réplique à Vernouillet :

La fortune ne s'acquiert jamais que par le travail et l'intelligence, je le veux bien; les facultés nécessaires à l'enrichissement sont de première catégorie; c'est convenu... tu vois que je suis bon prince! Mais il reste un tout petit point qui détruit ton étalon de fond en comble : c'est que la fortune est héréditaire et que l'intelligence ne l'est pas...

Sur quoi, le vieux marquis d'Auberive conclut, avec son sourire méphistophélique :

Touché! Et savez-vous, messieurs, où aboutissent vos théories révolutionnaires, si vous voulez être logiques? A l'abolition de l'héritage? vous ne vous en tirerez pas autrement.

Isolé par ma naissance de « bourgeois » — de très petit bourgeois — puis, par mon éducation, du spectacle de la

vie ouvrière, c'est à ces quelques répliques de comédie que j'ai dû mon premier trouble, mon premier arrêt critique devant les lois présentes de la société. Ma candide intelligence d'enfant ne trouvait rien à répondre au simple et massif argument de Giboyer, et, encore aujourd'hui, mon intelligence d'homme, bien que mieux exercée, n'y découvre pas de réplique. Et peut-être est-ce de l'antinomie posée par Giboyer, entre le caractère individuel du mérite, et le caractère patrimonial de la propriété, que l'on peut tirer la définition la plus simple, la plus clairement accessible de « l'idéal socialiste ».

\* \* \*

Que disaient, en effet, il y a cent trente ans, les hommes de la Révolution française? Ils disaient : fils de noble, fils de bourgeois, fils de serf ou de manant, les hommes naissent tous libres, tous égaux, pétris du même limon. La société doit consacrer leur égalité naturelle. Plus de distinction tirée de leur origine, de ce qui devance la manifestation de leur utilité personnelle... Les hommes de la Révolution avaient cru achever leur œuvre en confondant tous les ordres de l'ancienne société. Ils ne se doutaient pas que, dans la société moderne, la même iniquité reparaîtrait, sous une forme moins supportable encore, par la formation et la distinction des classes sociales.

On nous répondra : La société distribue à chacun de ses membres le rôle, la tâche qui convient à ses facultés. Il faut bien que l'un commande et que l'autre obéisse, que l'un dirige et que l'autre exécute, que l'un travaille de son cerveau, l'autre de ses bras. Il existe nécessairement comme une hiérarchie d'emplois sociaux, auxquels une société policée pourvoit selon la différence des aptitudes, c'est-à-dire de l'intelligence et de la culture. Soit, mais où trouverons-nous l'assurance que le fils du possédant fût plus digne du commandement que le fils du prolétaire? L'un est plus instruit que l'autre? C'est qu'un premier privilège, une première distinction arbitraire les a séparés, dès que leur conscience s'éveillait à la vie. Les fils de possédants ont eu leurs écoles à eux,

où l'instruction n'a pour ainsi dire pas de fin, où le plus médiocre esprit, à force de temps et de sollicitude, finit par usurper un semblant de connaissances. Les fils d'ouvriers et de paysans ont les leurs, où l'étude est limitée dans ses programmes et dans sa durée, et que les plus aptes doivent quitter bien vite pour apporter à leur famille un complément de subsistance, pour entrer à leur tour dans la servitude du travail salarié. Si l'on prétend réserver aux plus dignes les emplois de direction et de commandement, qu'on commence donc par donner à tous la partie égale! Que l'instruction soit commune entre tous les enfants, semblable pour tous, qu'elle devienne entre eux un moyen de sélection exacte... et alors nous verrons bien à qui le prix du mérite reviendra. D'ici là, on aura justifié un privilège par un autre, rien de plus.

On nous répondra encore, comme dans les livres de morale : « Il ne tient qu'aux fils d'ouvriers. Qu'ils soient laborieux, sobres, économes, et, peu à peu, d'échelon en échelon, ils pourront devenir à leur tour patrons ou propriétaires. Il n'existe plus, dans notre société actuelle, de caste fermée dont l'entrée soit interdite. Parmi les patrons d'aujourd'hui combien sont fils de prolétaires, combien ont débuté dans la vie sans le privilège héréditaire du capital, avec le seul don de leur énergie et de leur intelligence... » Nous le concédons encore. Il est vrai que, parmi les patrons d'aujourd'hui, et quelquefois parmi les plus puissants, tous ne le sont pas par droit de naissance. Les sociétés modernes font une terrible consommation d'hommes. Il y a chez elles, disette de talent, tout comme il y aura un jour pénurie de charbon. Elles ne peuvent s'embarrasser sur le choix ou discuter sur l'origine. Réfléchissons cependant. Si les enfants d'ouvriers et de paysans étaient tous également sobres, économes, laborieux, pourraient-ils devenir tous, en récompense de leurs vertus, patrons ou propriétaires? N'est-il pas évident que la classe privilégiée est, par sa nature même, une sorte d'oligarchie, une classe à effectif nécessairement limité. Combien y a-t-il de soldats qui, de leur giberne, doivent faire sortir le bâton de maréchal?

Que prouveraient d'ailleurs ces élévations isolées? Si les

privilégiés d'aujourd'hui sont nés un peu partout, les privilèges n'en sont pas moins iniques. S'il n'existe plus entre les classes sociales de cloisons étanches, si leurs limites sont indécises, elles n'en heurtent pas moins rudement leurs intérêts antagonistes. Il se produit des échanges entre elles. Mais dans le hasard de ces échanges nous ne pouvons voir que des accidents, non pas le jeu normal d'une loi. Là n'est pas la véritable égalité. Quand bien même dans la société présente — et cela n'est ni vrai ni possible — il existerait une harmonie entre les privilèges sociaux et les qualités individuelles, si ceux qui commandent étaient les plus dignes du commandement, si les plus riches étaient les plus dignes de la fortune, nous nous heurterions encore à l'argument de Giboyer : que le capital se transmet indéfiniment alors que nulle qualité du corps et de l'esprit n'est nécessairement héréditaire.

La véritable égalité consiste dans le juste rapport de chaque individu, d'où qu'il soit né, avec sa tâche sociale. Certes, le socialiste ne nie pas cette donnée brutale; l'inégalité naturelle, l'inégalité de la force, de la santé, de l'intelligence entre les individus. Il n'entend pas faire passer sur eux le rouleau compresseur pour les réduire tous au même niveau, pour les confondre tous dans une sorte de moyenne humaine. La tâche qu'il veut assumer est plus lourde cent fois que celle de la société actuelle, puisqu'il veut exploiter au mieux cette terre, tirer le plus riche rendement des ressources de la nature et de l'industrie, les produire avec la moindre dépense de travail humain, les répartir selon le juste équilibre des besoins. Donc, plus encore que la société actuelle, et parce que son œuvre comportera des besognes de direction plus complexes, il attache du prix à l'intelligence. Nous comprenons clairement que nous n'accomplirons l'œuvre immense qui nous est remise par le destin, qu'en plaçant chaque travailleur à son poste exact de travail, à celui que lui assignent ses facultés propres, judicieusement reconnues et cultivées par l'éducation commune. Mais ces affectations nécessaires, nous les réglerons par la seule considération des aptitudes personnelles, au lieu de les abandonner follement, comme le régime actuel, aux accidents de la naissance.

\* \* \*

Ainsi, par une révolution semblable à celle qu'ont accomplie nos pères, nous voulons installer la raison et la justice là où règnent aujourd'hui le privilège et le hasard. Dans la République du Travail, point de distinctions sociales, mais seulement des répartitions professionnelles. Ces affectations auront pour fondement unique l'aptitude personnelle, propre à chaque individu, naissant et s'éteignant avec lui. La société présente au contraire repose essentiellement, selon nous, sur la division en classes : classe des possédants, classe des prolétaires, et cette division a bien pour principe le capital, puisqu'elle apparaît avec la possession du capital, puisqu'elle se transmet et se perpétue, dans la généralité des cas, avec le capital lui-même.

Le capital, qu'est-ce donc que ce talisman magique dont la présence ou l'absence transforme aujourd'hui notre condition, notre état, notre vie entière? Comment se présente-t-il à nous, quelle est son origine, sa raison d'être, de quoi est-il fait? Il existe une première catégorie de capitaux, métaux précieux, numéraire, titres mobiliers que le socialisme ne reconnaît pas comme des richesses réelles, où il ne voit que des signes conventionnels, des moyens d'échange, de transmission, de représentation des richesses vraies. Nous pensons qu'on pourrait retirer du monde, sans l'appauvrir, toute sa fortune d'or et de papier, alors qu'on n'en saurait retirer, sans paralyser sa vie, un seul jour du travail unanime des hommes. Quand on répète, comme l'ont fait les plus hautes autorités de ce pays, qu'en dépit de sa faillite financière et monétaire, et du fait que sa capacité de production est demeurée intacte, l'Allemagne n'a rien perdu de sa richesse vraie, c'est notre proposition socialiste que l'on confirme par cet exemple. Les capitaux réels, notre patrimoine réel, notre richesse authentique se composent de la terre, de son sol et de son sous-sol, des forces qu'elle recèle, des bâtiments qui la couvrent, des engins de toute sorte dont l'industrie humaine l'a peuplée. Ces capitaux-là ne sont pas moins indispensables à notre vie que le travail des hommes vivants. Tout ce dont l'humanité a besoin pour vivre est fourni par l'application

de son travail présent, à ces richesses communes de la terre, et si l'avenir peut nous promettre de plus en plus de bien-être, de plus en plus de sécurité et de confort, c'est par leur exploitation de plus en plus exacte, de plus en plus savante.

Mais s'il en est ainsi, comment concevoir que ce qui est nécessaire à la totalité des hommes demeure la propriété exclusive de quelques-uns? Le capital utile du monde est, pour une part, le don gratuit de la nature, d'autre part, l'héritage du travail séculaire de l'humanité, car toutes les générations qui se sont succédé sur cette terre y ont tour à tour ajouté leur part. Or, nous avons tous la même vocation aux richesses naturelles. Nous en sommes tous, en naissant, propriétaires égaux et indivis comme de l'air et de la lumière. Nous y avons tous le même droit, comme le même devoir, le devoir de les entretenir et de les accroître dans la mesure de nos forces. Quel jour les déshérités de la société actuelle ont-ils, suivant l'image de Lamartine, vendu comme Esau leur part de l'héritage? Et quant à ce qu'a incorporé à la nature, depuis des centaines et des milliers de siècles, depuis que l'homme a paru sur cette terre, le travail accumulé des générations, comment une minorité d'heureux s'arrogerait-elle le pouvoir d'en détenir, à elle seule, le profit et l'usage? C'est à tous les hommes que doit revenir le bien créé par tous les hommes. C'est la collectivité présente qui est la seule héritière légitime de la collectivité indéfinie du passé.

Dans les temps d'autrefois, les formes individualistes du travail ont pu justifier, ou même engendrer la propriété individuelle. Mais depuis cent cinquante ans, les grandes industries et les grandes agglomérations d'hommes se sont formées. L'exploitation des richesses naturelles n'est plus remise à l'effort morcelé des individus. Les besoins accrus du monde ne peuvent plus être satisfaits, la population multipliée du monde ne peut plus subsister par la totalisation de tâches distinctes et indépendantes. L'univers a pris de plus en plus la figure d'une usine immense et unique dont tous les rouages solidaires concourent à une même fin. Bientôt les nécessités mêmes de la vie du monde obligeront de soumettre à des directions d'ensemble — non seulement nationales mais universelles — les fabrications et les cultures, la distribution des

matières premières et la répartition des produits. Il le faudra pour parer à la disette des produits, à l'insuffisance de la main-d'œuvre; il le faudra pour assurer l'équilibre entre la production globale du monde, et la croissance continue de la population et des besoins. Le capitalisme lui-même, sous la pression de cette nécessité, avait dû s'orienter, pendant les vingt années qui ont précédé la guerre, vers l'organisation centralisée de l'industrie. Mais ce corps unique, dont dépendra ainsi la vie du monde, qui donc a qualité pour en régler les fonctions essentielles, qui donc doit en diriger les mouvements, qui donc doit recueillir le fruit de son activité universelle? Quelques privilégiés? Non certes, la collectivité entière et universelle des hommes. Et ainsi, les formes collectives de la production moderne viennent ajouter une justification de plus, imposer comme une nécessité de plus, aux formes collectives de la propriété.

La propriété, dans la légalité capitaliste, c'est l'absorption totale et éternelle de la chose appropriée, c'est le droit d'en user à son gré, de la transformer, de la transmettre, de la détruire. Le propriétaire d'un stock de blé peut le brûler, s'il lui plaît, quand le pain manque à la ville voisine. Le propriétaire d'une usine peut la laisser chômer, s'il lui plaît, quand des outils de première nécessité manquent à l'industrie ou à la culture. Peu importe l'intérêt commun, la chose est à lui. Le jeu de la concentration, de la capitalisation, de l'héritage pourra rassembler dans les mains d'une centaine d'hommes, à la rigueur dans les mains d'un seul — Weiss a fait ce rêve — toute la propriété utile du monde. Peu importe l'esclavage universel, la propriété reste sacrée... Peut-être, mais c'est l'instinct de conservation qui doit alors, à lui seul, légitimer la révolte. Songeons que la propriété individuelle a déjà subi quelques atteintes, que le progrès matériel et moral des sociétés a déjà arraché au propriétaire quelques-uns de ses attributs séculaires. Un Romain était propriétaire de ses enfants comme de ses animaux de somme; il pouvait les vendre ou les tuer. Un planteur des Antilles était propriétaire de ses esclaves comme de ses champs de canne à sucre. Mais la conscience humaine a élevé son cri et ces formes de la propriété sont tombées. D'autres tomberont à leur tour,



qui sont nées de la même conception déviée et exorbitante du droit. Ce que nous disons aujourd'hui, c'est qu'un homme ne peut demeurer maître absolu, maître unique, maître éternel par sa descendance, de ce que l'effort passé des hommes a jadis recueilli ou créé, de ce qui conditionne aujourd'hui la vie présente des hommes. Le bien des hommes appartient collectivement à tous les hommes; le travail des hommes — les vivants et les morts — doit profiter collectivement à tous les hommes. Chacun doit son plein effort à l'œuvre commune; chacun doit recueillir sa part du travail commun. En ces quelques formules si simples tient l'essentiel de « l'idéal socialiste ».

\* \* \*

De grands penseurs ont attendu de la science le renouvellement des sociétés humaines. Ils avaient raison et ils avaient tort. La science accroît et accroîtra sans mesure le rendement du travail, mais, si le pacte social demeure vicié dans son essence par une clause inique, en accroissant les richesses, nous n'aurons fait qu'accroître l'iniquité. Si la règle du partage est injuste, l'injustice augmentera avec la masse des produits à partager... C'est grâce au socialisme que la science deviendra vraiment bienfaitrice, et l'on peut dire en ce sens que socialisme et science sont vraiment le complément l'un de l'autre. La science développe les richesses de l'humanité; le socialisme en assurera l'exploitation rationnelle et la distribution équitable. Chaque découverte de la science, quel que soit le domaine spécial où elle se manifeste, se trouvera en quelque sorte étalée sur l'ensemble du corps social pour déterminer en lui une amélioration correspondante : augmentation du bien-être si la somme des denrées est augmentée, augmentation du loisir si la somme du travail nécessaire pour les produire est réduite. Inversement, l'instauration du régime socialiste implique comme un appel ardent et constant au secours de la science. En utilisant aussitôt, pour le bien commun, chaque conquête de la science, nous en provoquerons incessamment de nouvelles; sans cesse nous mettrons au point son programme de recherches, tout en déve-

loppant autour d'elle l'atmosphère de désintéressement et de confiance dont elle a besoin.

C'est ainsi que le socialisme seul, résolvant cette contradiction mortelle, peut replacer la société déviée sur la véritable route du progrès. Je me garderai bien de tracer un tableau paradisiaque de l'état de choses qu'il veut créer. Je sais trop que, dans ce monde, la nature elle-même introduit des causes irréductibles de souffrance. Nous ne supprimerons pas la maladie, la mort des enfants, l'amour trompé ou méconnu. Mais nous essaierons de réduire la souffrance naturelle — comme l'inégalité naturelle — jusqu'à son résidu incompressible. Imaginez le groupement humain, une fois débarrassé de ses entraves artificielles. Supposez que, par une sélection judicieuse, tous les individus se trouvent distribués dans les divers quartiers de l'activité sociale; supposez que chacun, sans exception, donne à la société chaque jour quelques heures de travail utile, j'entends du travail qu'il aime, car l'intérêt commun concorde ici, comme en toutes choses, avec les conditions du bonheur personnel. Supposez que, dans l'univers entier, la production soit organisée de façon à obtenir le meilleur rendement des ressources naturelles, chaque terroir ou chaque groupe fabriquant ou cultivant ce qu'il peut créer avec le plus d'abondance, de perfection ou d'économie, toute concurrence nationale ou internationale supprimée, les méthodes et les outils les plus récents venant sans cesse au service du travail. Supposez que tout le travail humain soit ordonné comme une usine unique, où la tâche particulière de chaque atelier, de chaque ouvrier, vient s'assembler dans un programme d'ensemble, constamment révisé selon les ressources et les besoins. Supposez que ce programme se limite aux productions vraiment utiles, et ne gaspille plus tant d'activité laborieuse pour satisfaire — ou même pour créer — des besoins factices, des modes d'un jour. Ne croyez-vous pas que cet effort discipliné suffirait pour assurer à chaque homme ce que l'humanité lui doit de naissance : le bien-être, sinon le bonheur?

— Vues médiocres, misérables, nous dira-t-on. Théories qui n'invoquent et ne veulent satisfaire en l'homme que l'appétit purement matériel!... Ce serait déjà beaucoup que

le satisfaire. Ce serait quelque chose d'avoir purgé la société des maux qui la déshonorent, et qu'un cœur pitoyable, un esprit droit ne peuvent contempler sans révolte et sans honte : la misère, la faim, tout leur lamentable cortège de maladies, d'abêtissements, de dégradations. Mais il n'est pas vrai que nous nous adressions à l'animal humain, à la bête humaine. Nous nous adressons, non pas à l'envie, qui est le plus bas des mobiles humains, mais à l'esprit de justice et à la pitié, qui sont les plus nobles. Dans l'esclave opprimé, nous voulons susciter cette moralité nouvelle qui s'éveille avec la liberté.

La liberté du corps entraîne celle du cœur et de l'esprit. En brisant la servitude du travail, nous entendons briser toutes les servitudes. Le socialisme transformera, renouvellera la condition de la femme, la condition de l'enfant, la vie passionnelle, la vie de famille. Il comporte comme une libération, comme une épuration universelles. En créant et en organisant le loisir pour tous les travailleurs, — loisir vrai où l'activité persiste, et non pas repos accablé après le surmenage d'un labeur excessif, — il permettra l'accession de tous aux plus nobles occupations humaines; il ouvrira tout grands à tous les trésors de la science, des lettres, de l'art. Je me rappelle ce mot profond d'un philosophe : « Tout dans l'arbre veut être fleur... » Dans l'humanité aussi tout aspire à la floraison, au plus riche épanouissement de l'esprit et de l'âme. Cet instinct, refoulé jusqu'au tréfonds de la conscience par toutes les contraintes, par toutes les misères sociales, c'est le socialisme qui saura lui rendre sa force et sa splendeur.

Vues chimériques, viendra-t-on nous dire encore. Beau rêve généreux, mais auquel s'oppose la nature de l'homme plus encore que la nécessité des choses. Certes nous n'ignorons pas que nous attendrons et peut-être longtemps encore, avant que notre « idéal socialiste » soit devenu une réalité. Mais nous avons patience, parce que nous avons confiance, et nous savons regarder au delà du proche horizon. Le socialisme pourrait adopter pour devise le précepte du Zarathoustra de Nietzsche : « Que l'avenir et les plus lointaines choses soient la règle de tes jours présents. Ce n'est pas l'amour du

prochain, c'est l'amour du plus lointain que je te conseille... » Mais Karl Marx nous a enseigné que la nécessité des choses travaillait pour nous, que les lois internes de son développement inclinaient fatalement la société présente vers la société nouvelle que nous concevons, que le régime de la propriété collective est préformé dans le régime capitaliste comme l'enfant dans le ventre de sa mère. Et Jaurès nous a instruit, à son tour, que le socialisme répondait aux exigences profondes de la nature humaine, à tous ces sentiments aussi vieux que l'homme, mais si souvent blessés par la vie, comprimés par les sociétés, qui composent la moralité universelle. Non pas chimère, mais nécessité, et nécessité bienfaisante; lointaine peut-être dans son échéance, mais fatale.

Au surplus, que les incrédules se reportent à six ou sept ans en arrière. N'a-t-on pas vu, pendant la guerre, des nations entières se plier à la même discipline? N'a-t-on pas vu toute l'activité des hommes réellement ordonnée sur un plan commun, vers un but unique? La guerre a prouvé qu'une nation en péril devait recourir, pour son salut, aux principes mêmes dont le socialisme procède : affectation de chaque citoyen au poste de combat ou de travail le plus avantageux pour la collectivité, organisation nationale et internationale de toutes les productions, de toutes les industries. Le capital et le travail universels, mobilisés pendant quatre ans pour détruire, pourraient l'être aussi bien pour créer.

\*\*\*

Je pourrais montrer comment, plus récemment encore, presque toutes les nations de l'Europe continentale ont vu s'accomplir sous leurs yeux, une sorte de révolution qui pouvait sembler aussi utopique que la nôtre. Des catégories entières de capitalistes ont été totalement ou partiellement expropriées, même en France, sans nulle indemnité préalable. Car il y a expropriation chaque fois qu'une banque d'émission fait circuler des billets non couverts par son encaisse métallique et son portefeuille, chaque fois qu'un État emprunte à court terme sans être sûr de rembourser à l'échéance, chaque fois qu'il émet des rentes dont le service excéderait

ses ressources budgétaires exprimées en or. Expropriation réelle, mais le plus souvent brutale et inique celle-là, sans aucune compensation pour ses victimes, sans aucun profit pour l'ensemble de la société, et que des millions d'hommes ont pourtant subie comme un phénomène naturel. Mais je ne veux point insister sur ces troubles morbides du régime actuel, qu'on peut considérer, en un sens, comme les anticipations sur notre idéal socialiste, et qui m'apparaissent plutôt comme sa déformation ou sa parodie. Je préfère, avant d'achever, me souvenant que j'écris à la veille d'une consultation électorale, montrer quelle conduite notre « idéal socialiste » nous inspire dans les affaires essentielles du temps présent, c'est-à-dire dégager les règles directrices de la « politique socialiste ».

Je les enferme volontiers en deux formules très simples : solidarité internationale, prédominance de l'intérêt collectif sur les intérêts particuliers — et ces deux formules d'action, qui se tirent logiquement de mon exposé théorique, je voudrais aussitôt les défendre contre les préjugés dont je sais tout le poids. « Solidarité internationale », voilà qu'est apparue l'épithète redoutable dont on nous accable. Le socialisme « international », les « internationalistes »...! ces mots s'interprètent volontiers comme si tout socialiste, du jour où il a adhéré à son parti, s'était volontairement retranché de la communauté nationale, et de là, l'esprit de polémique aidant, il n'y a plus grand chemin à faire pour considérer tout socialiste comme l'ennemi volontaire ou inconscient de la nation, comme celui qui, en toute matière, et comme un éternel obstacle, s'oppose aux intérêts de la nation, qui, fût-ce à son insu, agit en avocat ou allié des nations adverses. Seules ainsi, une ignorance ou une stupidité allant jusqu'à nous rendre irresponsables nous sauveront d'une accusation de haute trahison. On sait que je noircis à peine ces calomnies et l'on sait aussi quel en fut parfois l'effet. C'est ainsi que l'on a essayé de dresser contre nous le sentiment patriotique et même une sorte d'instinct de conservation. Quand je parle du conflit de l'intérêt collectif et d'intérêts particuliers, je me heurte, je le sais, à des préjugés et à des calomnies du même ordre, car l'idée qui intervient ici dans l'esprit du lecteur c'est celle

de lutte de classe, les images qui apparaissent à ses yeux, c'est l'oppression, au nom de la collectivité, de certaines catégories de citoyens, c'est la guerre civile et peut-être la terreur sanglante.

Le socialisme est international en ce sens que sa réalisation est impossible dans le cadre d'une nation unique et isolée : l'exemple de la Russie suffirait à le prouver. Il s'ensuit que, pour assurer entre toutes les nations du monde une sorte de préparation isochrone, comme pour intégrer ensuite chacune d'elles dans l'harmonie totale du régime, l'entente et l'organisation internationales] des travailleurs sont nécessaires. Mais jamais aucun de nous n'a conçu la société future indépendamment des caractères nationaux. Nous savons qu'une organisation collective, quelle qu'elle soit, n'est jamais vivace et puissante qu'en respectant la diversité, l'originalité des unités qu'elle rassemble. La société future doit englober les nations, mais sans les supprimer, et au contraire en se nourrissant d'elles; nous les voyons assises au foyer commun « comme des sœurs autour de l'âtre », chacune avec son génie propre et son visage familial. Dans la pratique des affaires courantes comment se manifeste notre « internationalisme »? Consiste-t-il vraiment, comme l'insinue la calomnie, à donner tort à notre pays, toujours, de parti pris, par la seule raison qu'il est notre pays? S'il en était ainsi, notre internationalisme ne serait à vrai dire qu'un chauvinisme retourné, puisque le caractère distinctif du chauvinisme est précisément de donner systématiquement raison à notre pays, toujours, en toute matière, par l'unique raison que notre pays ne saurait avoir tort. Si un chauvin peut légitimement penser ainsi de la France, un *jingoe* de l'autre côté de la Manche a le même droit vis-à-vis de l'Angleterre, et ainsi, ni la méfiance de peuple à peuple, ni les conflits, ni la guerre, n'auront jamais de fin. Mais nous ne pratiquons pas plus le chauvinisme à rebours que ce chauvinisme-là.

Notre internationalisme consiste tout simplement dans la volonté d'appliquer aux affaires où la nation est intéressée, comme à toutes les autres affaires humaines, un effort d'observation critique et de réflexion impartiale. Il consiste surtout dans la conviction, constamment confirmée par cet effort

même de la raison, qu'en l'état présent de l'évolution des sociétés, les intérêts vrais d'une nation quelconque, ses intérêts profonds et durables, ne sauraient longtemps se séparer des intérêts de toutes les autres nations du monde, ni par conséquent des intérêts généraux de l'humanité. Je ne veux pas illustrer par des exemples ces propositions, d'ailleurs bien banales. Personne n'a plus le pouvoir de limiter à une ligne de frontière le contre-coup des faits économiques; des phénomènes comme l'état des changes, la surproduction ou la sous-consommation, du chômage, la durée du travail, le taux des salaires, souvent soumis eux-mêmes, d'ailleurs, à des conditions politiques, ne demeurent pas enclous dans le cadre d'une nation; les ondes qu'ils émettent embrassent le monde. La prospérité d'une nation entière pourra dépendre de l'état de mésentente ou de concorde qui règne entre deux nations voisines, ou lointaines; le sort d'une industrie anglaise peut être lié tantôt aux vicissitudes de la Révolution en Chine, tantôt à la maladie d'un arbuste aux États-Unis. La solidarité entre les nations est un fait; elle est engendrée par la nécessité même des choses et non pas conçue par un caprice de l'esprit. Ainsi, comme l'a proclamé Jaurès, il y a longtemps, patriotisme vrai et internationalisme vrai se confondent. Quand nous demandons que la notion de solidarité serve de règle première à la conduite des affaires internationales, nous servons l'intérêt vrai de la nation française, son intérêt matériel et presque égoïste, autant que son intérêt moral.

C'est dans cet esprit que nous avons essayé de résoudre les problèmes les plus ardus de l'heure actuelle : Réparations, Rapports avec l'Allemagne, Sécurité, et les hommes avertis savent que nos solutions n'eussent pas été moins favorables à l'intérêt particulier de la France qu'à la prospérité de l'Europe et à la paix. C'est dans cet esprit que nous essaierons de protéger la paix du monde, que seul le socialisme fondera sur des bases inébranlables en supprimant les causes mêmes de la guerre, par l'organisation internationale du contrôle des armements, des garanties mutuelles entre les États, de l'arbitrage, des sanctions éventuelles. Nous proposons, entre les nations, au nom du même principe, une solidarité fiscale



qui se traduirait par des conventions internationales sur le régime des valeurs mobilières, sur le contrôle des banques, sur la police et la répression des fraudes, sur l'extradition des capitaux évadés, une solidarité monétaire et financière dont l'effet serait de généraliser et d'étendre à l'Europe entière les méthodes curatives que la Société des Nations a pratiquées en Autriche et que le Rapport récent des Experts propose d'introduire en Allemagne: Instituts internationaux d'émission, Système international d'avances et crédits aux pays incapables de consommer ou de produire, peut-être une monnaie internationale gagée sur des emprunts ou des impôts internationaux, solidarité économique, qui trouverait son expression, non seulement dans cette législation internationale du travail dont Albert Thomas entretenait récemment les lecteurs de la *Revue de Paris*, mais dans un système de distribution internationale de la main-d'œuvre et des matières premières.

Quand nous parlons de solidarité internationale, nous ne nous posons donc pas en ennemis de la patrie, mais en amis de l'humanité, en amis de la civilisation et de la paix. L'ai-je assez fortement fait sentir? Ai-je dissipé, chez le lecteur impartial, une prévention aussi injuste que funeste? Je le souhaiterais, et je voudrais montrer avec la même netteté ce que nous entendons en théorie comme en pratique, quand nous parlons de l'antagonisme de l'intérêt collectif et des intérêts privés, de la prévalence nécessaire de l'un sur les autres. Lutte de classe est une des formules essentielles du socialisme. Elle signifie que le régime actuel de la propriété crée une contrariété d'intérêts inévitable entre ceux qui disposent des moyens de production et ceux qui ne disposent que de leur force personnelle de travail, c'est-à-dire entre les « capitalistes » et les « prolétaires ». Elle signifie que le régime nouveau de la propriété, celui que nous voulons instaurer, ne nous sera pas offert en don gracieux, en quelque nuit du 4 août héroïque, par ceux dont il détruisait le privilège, mais que le prolétariat devra le conquérir par son action propre, par son action « de classe ». Mais si la classe ouvrière ne compte que sur ses seules forces pour construire la société nouvelle, elle n'a jamais entendu l'aménager à son seul avantage. Elle ne veut pas tirer représaille, par une injus-



tice renversée, de la longue injustice qu'elle a subie. La victoire sera obtenue par elle seule, non pas pour elle seule. C'est la société actuelle qui a créé l'antagonisme des classes; la société future devra la faire disparaître, assembler toutes les activités humaines dans la même tâche, cultiver cet héritage unique qu'est la terre pour le profit, pour le bien-être et, s'il se peut, pour le bonheur de tous les hommes.

Toute mesure qui, dans l'état présent des choses, s'inspire du bien collectif, fût-ce aux dépens de quelques privilèges particuliers, nous rapproche de cet idéal. C'est en ce sens que nous réclamons un ample système d'éducation nationale, assurant à chaque homme le plein développement de ses qualités individuelles, assurant à la collectivité le meilleur rendement de chaque individu. C'est en ce sens que nous proposons, comme travail de première urgence, un plan d'hygiène sociale, de protection de l'enfant contre la mortalité, de l'adulte contre la maladie. Nous exigeons, pour le travailleur, un logement sain, une nourriture abondante, des conditions de travail qui n'épuisent pas prématurément sa force, qui lui permettent de profiter de son loisir, qui ne l'obligent pas à adjoindre à son salaire celui de sa femme et des enfants, qui garantissent la sécurité de sa vieillesse. Tous ces progrès ne peuvent s'accomplir que par la limitation de certains profits et la compression de certains privilèges. Ils supposent d'autre part une fiscalité un peu brutale, mordant peut-être rudement sur la fortune acquise. Mais ils répondent à l'intérêt suprême de la société qui est de protéger, d'entretenir, de perfectionner son matériel mécanique. C'est encore en ce sens que nous cherchons à développer toutes les institutions qui, dans la société présente, devancent et préparent la société future, comme les syndicats et les coopératives, ou que nous voulons faire participer tous les travailleurs, qu'ils travaillent de leur cerveau ou de leurs mains, à la gestion des services publics et même des entreprises privées. Car l'intérêt commun exige — dès aujourd'hui — que le travail ait sa part et sa responsabilité dans la direction de l'économie nationale.

Voilà comment l'idée de classe se traduit dans notre politique positive. Certes, nous demeurons un parti révolution-

naire, en ce sens que des réformes totalisées ne parviendront jamais, selon nous, à transformer ce qui est l'essence et le cœur de la société actuelle, c'est-à-dire le régime même de la propriété; nous pensons qu'à un moment donné, et après une évolution plus ou moins lente, une sorte de solution de continuité s'établira fatalement entre la société présente et la société future. La Révolution c'est ce *saltus* que la nature ne fait pas, suivant Leibnitz — et encore serait-il peut-être contredit sur ce point par les théoriciens les plus modernes de l'évolution des espèces — mais que les communautés humaines ont déjà fait à quelques reprises dans l'histoire. Professant une doctrine de fraternité humaine, nous souhaitons ardemment que cette révolution soit amiable et pacifique. Plus que tout autre parti, le socialisme a l'horreur de la violence et du sang.

Nous souhaitons également que la transformation sociale — ce qui est le vrai sens pour nous du mot de Révolution — puisse s'accomplir par les procédés légaux, par une victoire du suffrage universel par exemple. Mais, à cet égard, les leçons de l'histoire nous rendent quelque peu sceptique. Nous ne sommes pas bien sûr que la légalité, comme cela est arrivé déjà dans l'histoire, au jour précis où nous pourrions l'invoquer à notre profit, ne nous fasse pas défaut. Nous ne sommes pas bien sûr que les représentants et dirigeants de la société actuelle, au moment où ses principes essentiels leur paraîtraient trop gravement menacés, ne sortent pas eux-mêmes de la légalité pour entrer dans ce qui leur paraîtrait le Droit. Cela est arrivé au 2 Décembre; cela est arrivé beaucoup plus récemment, très près de nous. Un coup de force qui protège le régime social profite généralement de beaucoup de sympathie. Si le socialisme se liait définitivement par le respect juré de la légalité, il risquerait de jouer un jeu de dupe. Qui pourrait d'ailleurs nous en faire reproche?

Les Républicains, même modérés, n'ont pas oublié, je pense, les origines de la République dans ce pays. Jamais la République n'a été proclamée, en France, par la vertu d'un vote légal rendu dans les formes constitutionnelles. Au 10 août 1792, en février 1848, au 4 septembre, elle fut installée par la volonté du peuple, insurgé contre la légalité existante.

Nous avons aujourd'hui le suffrage universel, mais il existait au 4 septembre, il existait, à peu de chose près, au 10 août. Il n'était alors qu'une fiction; mais est-il aujourd'hui une pleine réalité? L'influence du patron et du propriétaire ne pèse-t-elle pas sur les électeurs, avec la pression des puissances d'argent et de la grande presse? Tout électeur est-il libre du suffrage qu'il émet, libre par la culture de sa pensée, libre par l'indépendance de sa personne? Et pour le libérer, ne faudrait-il pas précisément une Révolution.

\* \* \*

Il me serait aisé de montrer que l'idée même de Dictature du Proletariat dont on a fait contre nous un si horrible usage, nous vient aussi, par héritage direct, de la tradition révolutionnaire du XIX<sup>e</sup> siècle. Le régime socialiste, une fois organisé, se fondera sur les règles pleinement démocratiques. Mais, ainsi qu'il advint, par exemple, aux Républicains de 48, nous ne pourrions éviter une période d'intervalle, de transition, entre la suppression des institutions anciennes et l'instauration des institutions nouvelles. Et cette période extralégale, ou inter-légale, sera, par définition, une période de Dictature, ce qui ne signifie nullement une période de terreur. Mais je n'insiste pas davantage. Il me déplairait que cette controverse polémique contre les objections ou les préventions dont notre action est sans cesse entourée me détournât de ce qui a été mon vrai dessein.

Ce dessein, ce fut avant tout, comme le titre même de cette série d'articles me l'imposait, de montrer le socialisme sous sa forme idéale, de faire sentir à quoi il tend, et sur quelle qualité de sentiments ou d'aspirations il repose. Certes, je n'entends pas soutenir que tous les sentiments généreux de l'âme humaine ne se sont manifestés dans le monde qu'avec les doctrines socialistes. Ils sont plus anciens, s'ils ne sont pas éternels. L'instinct de justice, de moralité, de solidarité humaine qui trouve aujourd'hui son expression dans le socialisme, a, tout au long de l'histoire, affecté d'autres formes et porté d'autres noms. C'est cet instinct qui a fait la force des religions modernes qui, à la naissance, dans leur

première phase de prosélytisme populaire, se sont tour à tour adressées à lui. Sans remonter si loin, un disciple de Rousseau, un jacobin de la Convention, un démocrate de 1848 étaient probablement mus par les mêmes sentiments qui font aujourd'hui le ressort et la force vive de notre action. Mais — là est le point essentiel — la foi socialiste est la seule forme de cet instrument universel qui s'applique exactement aux conditions actuelles de la vie sociale, de la vie économique. Toutes les autres sont discordantes ou retardataires. Toutes les autres ont été dépassées par le cours des temps.

Voilà ce qui explique que tant de grands esprits aient pu passer à côté d'elle sans l'entrevoir, comme jadis les navigateurs, sans s'en rendre compte, passaient au large de continents inconnus. Seul, le développement économique des sociétés permet à l'humanité de s'élever ainsi, de degré en degré au niveau de certaines idées — si claires cependant, si impérieuses qu'il semblait qu'elles dussent s'imposer aussitôt à toute raison. Un Platon n'a même pas soupçonné l'effroyable iniquité du droit de conquête et de l'esclavage. Un Rabelais, un Pascal, n'ont même pas entrevu les principes moraux et politiques que la Révolution de 89 a publiés dans le monde et que la raison humaine ne discutera plus... Et, pour beaucoup d'hommes de ce temps, le socialisme commence seulement à dépouiller son apparence de chimère, d'aberration ou de folie.

J'ai essayé de le présenter sous sa figure vraie. J'ai essayé de formuler les vérités inévitables qu'il recèle en lui. Même si on le combat, le déteste ou le redoute, encore vaut-il mieux le connaître tel qu'il est. Et peut-être, mieux connu, éclairera-t-il d'une lumière imprévue certains aspects de la société et de la vie. Peut-être attirera-t-il à lui quelques sympathies nouvelles, car il n'en rebute aucune, et il a encore ceci de commun avec les religions qu'il profite de toutes les occasions et de tous les lieux, pour continuer sa chasse aux âmes de bonne volonté:

LÉON BLUM,  
*Secrétaire du groupe socialiste  
à la Chambre des députés.*